

Accord interprofessionnel

**PLAN ÉPARGNE SALARIALE
(PARIS)**

(15 décembre 2006)

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AU PLAN D'ÉPARGNE SALARIALE INTERENTREPRISES
DU SECTEUR DE PARIS
NOR : ASET0750281M

Entre :

Le MEDEF Paris ;

La CGPME 75,

D'une part, et

La CFDT Paris ;

La CFE-CGC Paris, union départementale de Paris,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre du titre IV du livre IV du code du travail, un plan d'épargne salariale interentreprises est mis en place par voie d'accord collectif conclu dans les conditions prévues au titre III du livre I^{er}.

Il est convenu de créer, au sein des entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, un plan d'épargne salariale interentreprises régi par les articles L. 443-1 et suivants du code du travail. Ce plan d'épargne salariale interentreprises portera le nom de PESI de Paris, afin d'éviter toute ambiguïté avec le plan court terme (PEI).

PRÉAMBULE

Ce nouvel accord annule et remplace le précédent plan d'épargne salariale interentreprises de Paris qui a été mis en place le 27 septembre 2004 et déposé à la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris sous la référence n° 581/04.

La gestion de l'épargne salariale se décompose en deux pôles : la gestion administrative (tenue des comptes conservation de parts et tenue de registres) et la gestion financière (gestion des fonds communs de placement d'entre-

prises). L'activité de gestion administrative est assurée par le teneur de compte conservateur de parts qui assure à ce titre la tenue de compte-conservation de parts et la tenue de registre des avoirs détenus par les salariés sous la forme de parts des fonds communs de placement d'entreprise. Elle assure également la tenue de la comptabilité titres et espèces, l'exécution des opérations sur parts et la gestion de la disponibilité des avoirs des salariés de la société.

La gestion financière est assurée par la société de gestion conformément au règlement desdits fonds communs et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ces deux gestionnaires seront ci-après désignés par le terme « le gestionnaire ».

EXPOSÉ DES MOTIFS

Cet accord vise à faciliter la mise en place et le développement de plans d'épargne salariale au sein des entreprises entrant dans son champ d'application, en offrant à celles-ci l'accès aux dispositifs simplifiés suivants :

- PEI : plan d'épargne interentreprises permettant aux salariés de se constituer, avec l'aide de leur entreprise, un capital avec un horizon de placement de 5 ans ;
- PERCOI : plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises permettant aux salariés de se constituer, avec l'aide de leur entreprise, une rente ou un capital en vue de la retraite.

Cet accord désigne 3 offres de gestion, elles sont proposées par :

- FONGEPAR, filiale de CNP assurances, groupe Caisse des dépôts ;
- Groupama épargne salariale, filiale du groupe mutualiste Groupama ;
- MACIF gestion, filiale du groupe mutualiste MACIF.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions communes

Article I.1

Objet du PESI

Conformément aux articles L. 443-1-1 et suivants du code du travail, ce plan d'épargne salariale interentreprises (PESI) a pour objet de permettre aux salariés, et le cas échéant aux chefs d'entreprise et mandataires sociaux (voir article I.2), de chaque entreprise couverte par l'accord de participer, avec l'aide de celle-ci, à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières en bénéficiant des avantages fiscaux et sociaux attachés à cette forme d'épargne collective.

Article I.2

Participants au PESI

Tout salarié d'une entreprise adhérente peut participer au PESI à condition de compter au moins 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise (article L. 444-4

du code du travail). L'ancienneté est appréciée à la date du 1^{er} versement dans le plan. L'ancienneté est calculée au cours de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, plus les 12 mois précédents. De plus, pour les entreprises comptant au moins 1 salarié (en plus du chef d'entreprise ou du dirigeant) et au plus 100 salariés, les chefs d'entreprise et les dirigeants de ces entreprises, même non titulaires d'un contrat de travail, peuvent bénéficier du PESI dans les mêmes conditions que les salariés.

Les anciens salariés non retraités peuvent verser exclusivement l'intéressement afférent à leur dernière période d'activité (conformément à l'article R. 443-8 du code du travail). Ils ne bénéficient pas de l'abondement de l'entreprise.

Article I.3

Champ d'application. – Procédure d'adhésion

Pour entrer dans le champ d'application du PESI de Paris, l'entreprise doit avoir son siège social ou un établissement situé à Paris.

L'adhésion des entreprises au PESI est libre et facultative. Elle entraîne l'acceptation des dispositions générales. Toute entreprise adhérente doit signer un bulletin d'adhésion au PESI précisant les modalités de son engagement au travers des conditions particulières d'adhésion, seule l'adhésion de l'entreprise au PESI de Paris permet aux salariés de cette entreprise de bénéficier de l'abondement.

Le bulletin d'adhésion précisera le choix des dispositifs qui sont propres à l'entreprise adhérente, et notamment les modalités d'abondement choisies parmi les formules détaillées dans les articles II.2 et/ou III.2 du présent accord.

Le choix de l'offre de gestion financière sera fait avec l'accord des salariés. Cet accord sera formalisé par le comité d'entreprise, les délégués syndicaux ou par ratification des 2/3 des salariés.

L'adhésion d'une entreprise satisfaisant aux conditions mentionnées dans cet article ne donnera pas lieu à un avenant au présent accord. Conformément à la réglementation en vigueur, le bulletin d'adhésion sera déposé par l'entreprise adhérente à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

L'adhésion de tout salarié au PESI de Paris résulte du seul fait des versements effectués. Elle emporte acceptation expresse du règlement des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'article I.5.

Article I.4

Alimentation du PESI

Le PESI peut être alimenté par :

1. Les versements volontaires des participants (les sommes issues de l'intéressement font partie de ces versements volontaires, et peuvent être versées partiellement ou en totalité).

Les versements volontaires annuels d'un participant ne peuvent excéder 1/4 de sa rémunération annuelle brute ou de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente (art. L. 443-2 du code du travail).

En cas de participation à plusieurs plans d'épargne salariale (plan d'épargne d'entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne retraite collectif (interentreprises), le plafond mentionné ci-dessus s'apprécie par rapport à la totalité des versements volontaires de chaque participant à ces divers plans (art. L. 443-2 du code du travail).

2. Les sommes issues de la réserve spéciale de participation.

3. Les versements complémentaires de l'employeur (abondement) dont les modalités sont définies aux articles II.2 et/ou III.2. Ces sommes peuvent être déduites par l'entreprise de son bénéfice pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu selon le cas. Elles ne sont pas assujetties à la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts et ne sont pas prises en considération pour l'application de la législation de la sécurité sociale. Elles sont exonérées de l'impôt sur le revenu des bénéficiaires (art. L. 443-8 du code du travail). Cependant, l'abondement est soumis à la CSG et à la CRDS pour l'ensemble des participants, qu'ils aient le statut de travailleur salarié ou de travailleur non salarié.

L'abondement est déterminé de façon indépendante sur chacun des plans (voir dispositions particulières du PEI et PERCOI).

L'abondement versé par l'entreprise ne peut se substituer à aucun des éléments de rémunération, au sens de l'article L. 242.1 du code de la sécurité sociale, en vigueur dans l'entreprise au moment de son adhésion au PESI. Toutefois, cette règle ne peut avoir pour effet de remettre en cause les exonérations fiscales et sociales, dès lors qu'un délai de 12 mois s'est écoulé entre le dernier versement de l'élément de rémunération en tout ou partie supprimé et la date d'adhésion au PESI.

L'abondement de l'entreprise est versé concomitamment aux versements volontaires des bénéficiaires, ou au plus tard à la fin de chaque exercice et en tout état de cause avant le départ du bénéficiaire de l'entreprise.

4. Le transfert des sommes détenues dans le cadre d'un plan d'épargne ou d'un accord de participation d'un ancien employeur, dont le salarié n'a pas demandé la délivrance lors de la rupture de son contrat de travail. Ce transfert entraîne la clôture du plan précédent.

Article I.5

Gestion des fonds et choix des investissements

Les sommes alimentant le PESI, telles qu'elles sont définies à l'article I.4 et quelle que soit leur origine, sont affectées à l'acquisition de parts de fonds communs de placement d'entreprise, ci-après dénommés « les FCPE ».

Les sommes alimentant le PESI sont versées au dépositaire des avoirs des FCPE désignés ci-après dans un délai de 15 jours à compter de la date de leur versement.

Ces investissements peuvent s'effectuer au choix de chacun des adhérents dans les FCPE suivants :

I.5.1. Les fonds communs de placement d'entreprise (FCPE)

Plusieurs choix sont proposés à l'entreprise et aux salariés qui se détermineront lors de l'adhésion.

Le choix doit porter sur l'une des offres de l'accord. Le détail de ces offres, labellisées par le CIES, est présenté en annexe I.

Chaque année, la commission de suivi de l'accord examinera et validera, le cas échéant, les modifications d'un FCPE proposé.

I.5.2. Dispositions communes

Les versements volontaires donneront lieu à la rédaction d'un bulletin de souscription individuel qui portera le cachet de l'entreprise, lorsqu'il s'agit du 1^{er} versement, puis d'un bulletin individuel de versement.

Les versements ont lieu :

- lorsqu'ils proviennent de l'épargne personnelle du bénéficiaire ou de l'abondement de l'entreprise, aux dates fixées par l'entreprise ;
- lorsqu'ils proviennent de l'intéressement, au maximum 15 jours après sa date de mise en paiement pour bénéficier de l'exonération fiscale sur la somme épargnée ;
- lorsqu'ils proviennent de la participation, dès que celle-ci a pu être calculée ;
- lorsqu'ils proviennent de transferts, à tout moment.

Chaque participant peut décider à tout moment d'effectuer un arbitrage pour tout ou partie de son épargne dans l'un ou l'autre des FCPE. Les arbitrages sont facturés conformément aux dispositions de l'article I.7.

La totalité des revenus du portefeuille collectif est obligatoirement réemployée dans les FCPE, et ne donne lieu à aucune répartition entre les porteurs de parts. Les revenus ainsi réemployés viennent en accroissement de la valeur globale des avoirs des FCPE et par conséquent de la valeur de chaque part ou fraction de part.

Ce réinvestissement assure aux adhérents une exonération d'impôt sur ces revenus qui est maintenue même au-delà de la période d'indisponibilité.

Article I.6

Information des participants

I.6.1. Information collective

L'information relative au présent plan d'épargne et aux FCPE mentionnés lors de l'adhésion sera effectuée par la remise à chaque salarié du texte de l'accord et des notices d'information AMF (ex COB) des FCPE mentionnés ou par voie d'affichage.

Le gestionnaire tiendra à la disposition des entreprises les valeurs de parts et le rapport annuel des FCPE dans les formes et délais prévus par la réglementation. L'entreprise a pour mission d'assurer l'information des participants sur ces divers documents par tout moyen qu'elle juge approprié.

L'entreprise portera à la connaissance de l'ensemble du personnel par tout moyen le règlement des FCPE.

I.6.2. Information individuelle

Lors de chaque opération, tout participant reçoit du gestionnaire un relevé nominatif indiquant le nombre de parts acquises (ou rachetées), le prix de souscription (ou la valeur de rachat), l'avoir total ventilé par année de dispo-

nibilité, et autres contributions éventuelles). Tout participant reçoit une fois par an du gestionnaire un relevé lui rappelant sa situation, la date de disponibilité des parts dont il est titulaire et les cas dans lesquels ses avoirs deviennent exceptionnellement disponibles. Les parts de FCPE attachées aux versements effectués au titre du PERCOI seront réputées être disponibles au plus tôt lors du départ en retraite (et non par année).

Les teneurs de registre mettent à la disposition des épargnants des moyens d'information multimédia et un guide de l'épargnant qui explique de manière simple le fonctionnement du PESI de Paris, qui en présente les avantages et qui détaille les différentes déclinaisons de gestion financière afin de faciliter le choix des participants.

I.6.3. Cas du départ ou décès du participant

L'entreprise s'engage, en cas de départ du participant, pour quelque cause que ce soit, à prendre note de l'adresse du participant à laquelle devront être envoyés les sommes ou avis relatifs à ses droits. En cas de changement d'adresse, il appartient au participant d'en aviser l'entreprise en temps utile. L'entreprise transmettra tout changement d'adresse du participant au gestionnaire en temps utile.

Tout participant quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées au sein de l'entreprise. Cet état distingue les actifs disponibles, en mentionnant tout élément utile au salarié pour en obtenir la liquidation ou le transfert, et ceux qui sont éventuellement affectés au PERCOI, en précisant les échéances auxquelles ces actifs seront disponibles ainsi que tout élément utile au transfert éventuel vers un autre plan.

Lorsqu'un salarié quittant l'entreprise recourt pour la première fois à l'état récapitulatif, un livret d'épargne salariale défini à l'article L. 444-5 du code du travail lui est remis.

Lorsqu'un participant qui a quitté l'entreprise ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, les sommes et droits lui revenant sont tenus à sa disposition par l'entreprise pendant 1 an à l'issue de la période d'indisponibilité.

Passé ce délai, les parts de fonds communs de placement sont conservées par l'organisme gestionnaire. A l'expiration du délai de prescription (30 ans), celui-ci procède à la liquidation des parts et en verse le montant ainsi obtenu à la Caisse des dépôts et consignations.

En cas de décès de l'intéressé, il appartient aux ayants droit de demander la liquidation des droits devenus immédiatement exigibles. Dans le cas où la demande de liquidation intervient à compter du 7^e mois suivant le décès, le régime fiscal prévu au 4 du III de l'article 150-0 A du code général des impôts (exonération des intérêts) cesse de s'appliquer.

Article I.7

Frais de gestion du PESI

I.7.1. Les commissions de souscription

Ces commissions figureront sur la convention d'ouverture de comptes signée entre le teneur de comptes et l'entreprise. Ils s'élèveront au maximum à 2 % du versement.

I.7.2. Les frais de tenue des comptes individuels

Les frais de tenue des comptes figureront sur la convention d'ouverture de comptes signée entre le teneur de comptes et l'entreprise.

Ils s'élèveront au maximum par an et par entreprise à (jusqu'à 10 comptes) :

- 120 € en cas d'adhésion uniquement au dispositif du PEI ;
- 180 € en cas d'adhésion aux dispositifs du PEI et du PERCOI ;

A compter du 11^e compte, ces frais s'élèveront à :

- 12 € par compte en cas d'adhésion uniquement au dispositif du PEI ;
- 18 € par compte en cas d'adhésion aux dispositifs du PEI et du PERCOI ;

Ces frais seront révisés chaque année civile sur la base de l'indice INSEE des services rubrique « Autres services ».

L'indexation est effectuée chaque année au 1^{er} janvier.

I.7.3. Les frais d'arbitrage

Les arbitrages sont gratuits dans la limite de 3 par an. Au-delà, les arbitrages sont facturés comme il est précisé dans la convention d'ouverture de comptes signée entre le teneur de comptes et l'entreprise.

I.7.4. Les frais de gestion financière

Les frais de gestion financière sur la notice d'information des FCPE annexée au présent PESI. Ils sont à la charge du FCPE qui affiche une performance nette de frais. Pour l'offre Groupama épargne salariale, les frais de gestion peuvent également être à la charge de l'entreprise si celle-ci en fait le choix.

I.7.5. Les honoraires du commissaire aux comptes des FCPE

La prise en charge de ces frais figure la notice d'information des FCPE annexée au présent PESI. Ils sont soit à la charge du FCPE, soit à la charge de la société de gestion.

Article I.8

Conseil de surveillance

Conformément à l'article L. 214-39 du code monétaire et financier et l'article 8 du décret 89-623 du 6 septembre 1989, un conseil de surveillance pour chaque FCPE se réunira au moins 1 fois chaque année pour l'examen du rapport de gestion sur les opérations et résultats obtenus pendant l'exercice écoulé.

Les représentants des adhérents au conseil de surveillance des fonds sont désignés conformément aux règlements des FCPE. Le conseil de surveillance comprend en outre des représentants de direction de l'entreprise. Sa composition figure dans les règlements des FCPE. Il exerce les droits de vote attachés aux titres compris entre les FCPE et, à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires.

Aucune modification des règlements des FCPE ne peut être décidée sans l'accord du conseil de surveillance, à l'exception des modifications réglementaires nécessaires à la mise en conformité du règlement avec la législation applicable.

Le conseil de surveillance des FCPE proposés par MACIF (l'offre ISR développement durable), FONGEPAR (l'offre Fongépargne Plus) et Grou-pama épargne salariale (l'offre d'épargne socialement responsable) est composé pour chaque entreprise :

- 2/3 de membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts, élus directement par les porteurs de parts, ou désignés par le ou les comités des entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales signataires du présent plan, le choix étant laissé aux entreprises ;
- 1/3 de membres représentant les directions des entreprises adhérentes, désignés par celle-ci.

Article I.9

Règlement des litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord, les parties s'engagent, avant d'avoir recours aux juridictions compétentes, à définir par écrit de façon précise l'objet du litige et à se rencontrer pour tenter de le résoudre à l'amiable. En cas d'échec de cette tentative de règlement à l'amiable, les différends seront portés devant les juridictions compétentes.

Article I.10

Suivi de l'accord

La commission sera constituée à parité de :

- représentants des organisations patronales signataires ;
- représentants des organisations syndicales signataires.

Elle se réunira au moins 2 fois par an pour faire le bilan de la période écoulée, à partir des informations et des analyses fournies par les gestionnaires cités à l'article I.5.1, et, le cas échéant, pour étudier les évolutions possibles des dispositifs mis en place (gestion administrative, gestion financière, avenants aux accords, etc.).

CHAPITRE II

Dispositions particulières au PEI

Article II.1

Participants au bilan

Les retraités ou préretraités, pour autant qu'ils aient effectué avant leur départ au moins 1 versement et qu'ils n'aient pas retiré la totalité de leurs avoirs, peuvent continuer à effectuer des versements au PEI après leur départ de l'entreprise, y compris après la cessation de leur contrat de travail. Ils ne peuvent pas bénéficier de l'abondement, les contraintes de blocage restent les mêmes, mais ils profitent des autres avantages liés au PEI : gestion collective et avantages fiscaux.

Article II.2

Alimentation du plan

Les sommes issues de la participation versées au PEI ne donnent pas lieu à un abondement complémentaire de l'entreprise.

Cet article propose plusieurs choix qui seront déterminés pour chacune des entreprises lors de leur adhésion.

Aide financière et abondement

L'entreprise prend en charge les frais de tenue des comptes individuels des adhérents présents dans l'entreprise (ces frais sont calculés par entreprise suivant le nombre de salariés). Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise à l'expiration d'un délai de 1 an après l'attribution des derniers droits acquis par les adhérents qui l'ont quitté. Ces frais incombent dès lors aux porteurs de parts concernés ; leur règlement s'effectuera directement par vente des parts détenues par les porteurs de parts concernés.

L'entreprise :

☐ Prend à sa charge 100 % des commissions de souscription sur l'ensemble des sommes versées sur le PEI.

☐ Ne prend pas à sa charge les commissions de souscription sur l'ensemble des sommes versées sur le PEI.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, les commissions de souscription ne sont pas à la charge de l'entreprise.

Versements abondés

Les versements qui bénéficieront d'un abondement sur le PERCOI sont les sommes issues de :

☐ L'épargne personnelle (versements volontaires hors intéressement).

☐ L'intéressement.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, l'abondement sera appliqué aux sommes issues de l'épargne personnelle (versements volontaires hors intéressement).

Formule d'abondement

L'entreprise peut aider à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières en versant aux adhérents un abondement.

Durée des modalités d'abondement

Les modalités d'abondement sont :

☐ Fixées pour la 1^{re} année. Ensuite, l'abondement minimal (correspondant à l'aide financière) s'appliquera d'office dès le 1^{er} jour de l'année suivante. Chaque année, l'entreprise pourra fixer les modalités d'abondement par avenant.

☐ Renouvelées par tacite reconduction chaque année. Elles seront modifiables par avenant chaque année.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, les modalités d'abondement sont renouvelées par tacite reconduction d'année en année.

Taux d'abondement

A défaut de choix concernant le taux d'abondement, l'abondement sera limité à l'aide financière indiquée ci-dessus.

Pour la durée d'application spécifiée ci-dessus, chaque entreprise choisit une formule d'abondement spécifique avec éventuellement un plafond parmi les formules suivantes, soit :

A.1. Taux d'abondement unique :

- ☐ 300 % du versement.
- ☐ 250 % du versement.
- ☐ 200 % du versement.
- ☐ 150 % du versement.
- ☐ 100 % du versement.
- ☐ 75 % du versement.
- ☐ 50 % du versement.
- ☐ 25 % du versement.
- ☐ Abondement limité à l'aide financière indiquée ci-dessus.

A.2. Taux d'abondement unique en fonction de l'ancienneté (1) :

DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est inférieure à 5 ans	DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est supérieure ou égale 5 ans
300 % du versement	300 % du versement
250 % du versement	270 % du versement
200 % du versement	220 % du versement
150 % du versement	170 % du versement
100 % du versement	120 % du versement
75 % du versement	95 % du versement
50 % du versement	70 % du versement
25 % du versement	45 % du versement
Abondement limité à l'aide financière (indiquée ci-dessus)	20 % du versement
(*) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1 ^{er} janvier de l'année du versement.	

(1) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1^{er} janvier de l'année du versement.

B.1. Taux d'abondement dégressif en fonction du montant des versements cumulés :

VERSAGENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDAGENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	100 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	80 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	60 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	40 %

B.2. Taux d'abondement dégressif en fonction du montant des versements cumulés et en fonction de l'ancienneté (1).

Dans le cas où l'ancienneté du bénéficiaire est inférieure à 5 ans :

VERSAGENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDAGENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	100 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	80 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	60 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	40 %

Dans le cas où l'ancienneté du bénéficiaire est supérieure ou égale à 5 ans :

VERSAGENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDAGENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	120 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	100 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	80 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	60 %

(1) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1^{er} janvier de l'année du versement.

Dans le cas où un bénéficiaire se trouverait seul dans une des tranches d'ancienneté, il serait automatiquement affecté à la tranche supérieure s'il existe des bénéficiaires à la tranche supérieure sinon à la tranche inférieure.

L'entreprise qui souhaite appliquer ce critère devra préalablement s'assurer que l'application de celui-ci n'a pas pour effet de rendre le taux d'abondement croissant avec la rémunération et qu'il ne correspond pas à un complément de rémunération individuelle.

Plafond du montant de l'abondement au titre du PEI (par an et par épargnant) :

- ☐ 2 300 €
- ☐ 2 000 €
- ☐ 1 800 €
- ☐ 1 500 €
- ☐ 1 000 €
- ☐ 750 €
- ☐ 500 €
- ☐ 300 €
- ☐ 150 €

A défaut de choix (ou en cas de choix erroné) le plafond sera fixé à la limite légale, soit 2 300 € par an et par salarié pour le PEI.

Les sommes ainsi versées annuellement par une ou plusieurs entreprises pour un adhérent à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise (PEE) ou interentreprises (PEI) sont limitées à 2 300 euros (deux mille trois cents euros), sans pouvoir excéder le triple de la contribution de l'adhérent.

Article II.3

Indisponibilité. – Sortie

En application de l'article R. 442-17 du code du travail, les droits constitués au profit des salariés en vertu du présent contrat ne sont disponibles qu'à l'expiration d'un délai propre à chaque dispositif.

Conformément aux dispositions légales, les sommes acquises pour le compte des adhérents sur le dispositif du PEI ne seront pas exigibles ou négociables avant un délai de 5 ans. Ainsi, les sommes seront disponibles à compter du :

- 1^{er} jour du 4^e mois du 5^e exercice suivant celui de l'acquisition si le PEI est partiellement alimenté par des sommes provenant de la participation ;
- sinon, dernier jour du 6^e mois de la 5^e année suivant celle de l'acquisition.

Cependant, les parts des FCPE peuvent exceptionnellement être liquidées totalement ou partiellement au profit de l'adhérent ou de ses ayants droit sur leur demande, avant l'expiration de ce délai, dans les cas suivants :

- mariage de l'intéressé ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'intéressé ;
- naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins 2 enfants à sa charge ;
- divorce, séparation ou dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins 1 enfant au domicile de l'intéressé ;
- invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2^e et 3^e catégories de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un PACS ;
- cessation du contrat de travail ;
- affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 351-43, à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- situation de surendettement du salarié définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée au gestionnaire ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

La demande de l'adhérent doit être présentée dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail, décès du conjoint ou de la personne liée à l'adhérent par un pacte civil de solidarité, invalidité et surendettement, où elle peut intervenir à tout moment. La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de l'adhérent, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

En cas de décès de l'intéressé, si la demande de déblocage anticipé intervient après le 6^e mois suivant le fait générateur, les avantages fiscaux prévus au 4 du III de l'article 150-0 A du code général des impôts sont perdus. Dans ce cas, le déblocage anticipé reste néanmoins possible.

Le jugement arrêtant le plan de cession totale de l'entreprise ou le jugement ouvrant ou prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise rendent les sommes épargnées immédiatement exigibles.

Si des cas de déblocages supplémentaires étaient créés par la législation, sous réserve que la loi l'autorise, ils seraient ajoutés d'office à cette liste.

Les entreprises adhérentes seraient alors informées de cette évolution, sans avoir à signer un avenant au contrat.

CHAPITRE III

Dispositions particulières au PERCOI

Si l'entreprise adhère au seul volet PERCOI du PESI de Paris, elle doit proposer aux salariés l'accès à un plan d'une durée plus courte, résultant de la mise en place d'un PEE ou d'un PEL.

Article III.1

Participants au plan

Les retraités ne peuvent plus effectuer de versement dans le PERCOI.

Article III.2

Alimentation du plan

Les sommes issues de la participation versées au PERCOI peuvent donner lieu à un abondement complémentaire de l'entreprise (art. L. 443-1-2 du code du travail).

Cet article propose plusieurs choix qui seront déterminés pour chacune des entreprises lors de leur adhésion.

Aide financière et abondement

L'entreprise prend en charge les frais de tenue des comptes individuels des adhérents présents dans l'entreprise (ces frais sont calculés par entreprise suivant leur nombre de salariés). Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise à l'expiration d'un délai de 1 an après l'attribution des derniers droits acquis par les adhérents qui l'ont quittée. Ces frais incombent dès lors aux porteurs de parts concernés.

L'entreprise :

Prend à sa charge 100 % des commissions de souscription sur l'ensemble des sommes versées sur le PERCOI ;

Ne prend pas à sa charge les commissions de souscription sur l'ensemble des sommes versées sur le PERCOI.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, les commissions de souscription ne sont pas à la charge de l'entreprise.

Versements abondés

Les versements qui bénéficieront d'un abondement sur le PERCOI sont les sommes issues de :

L'épargne personnelle (versements volontaires hors intéressement) ;

L'intéressement ;

La participation.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, l'abondement sera appliqué aux sommes issues de l'épargne personnelle (versements volontaires hors intéressement).

Formule d'abondement

L'entreprise peut aider à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières en versant aux adhérents un abondement.

Durée des modalités d'abondement

Les modalités d'abondement sont :

Fixées pour la 1^{re} année. Ensuite, l'abondement minimal (correspondant à l'aide financière) s'appliquera d'office dès le 1^{er} jour de l'année suivante. Chaque année, l'entreprise pourra fixer les modalités d'abondement par avenant ;

Renouvelées par tacite reconduction chaque année. Elles seront modifiables par avenant chaque année.

A défaut de choix lors de l'adhésion à l'accord, les modalités d'abondement sont renouvelées par tacite reconduction d'année en année.

Taux d'abondement

A défaut de choix concernant le taux d'abondement, l'abondement sera limité à l'aide financière indiquée ci-dessus.

Pour la durée d'application spécifiée ci-dessus, chaque entreprise choisit une formule d'abondement spécifique avec éventuellement un plafond parmi les formules suivantes, soit :

A.1. Taux d'abondement unique :

- ☐ 300 % du versement ;
- ☐ 250 % du versement ;
- ☐ 200 % du versement ;
- ☐ 150 % du versement ;
- ☐ 100 % du versement ;
- ☐ 75 % du versement ;
- ☐ 50 % du versement ;
- ☐ 25 % du versement.

Abondement limité à l'aide financière indiquée ci-dessus.

A.2. Taux d'abondement unique en fonction de l'ancienneté (1) :

DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est inférieure à 5 ans	DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est supérieure ou égale 5 ans
300 % du versement	300 % du versement
250 % du versement	270 % du versement
200 % du versement	220 % du versement

(1) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1^{er} janvier de l'année du versement.

DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est inférieure à 5 ans	DANS LE CAS OÙ L'ANCIENNETÉ (*) du bénéficiaire est supérieure ou égale 5 ans
150 % du versement 100 % du versement 75 % du versement 50 % du versement 25 % du versement Abondement limité à l'aide financière (indiquée ci-dessus)	170 % du versement 120 % du versement 95 % du versement 70 % du versement 45 % du versement 20 % du versement
(*) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1 ^{er} janvier de l'année du versement.	

B.1. Taux dégressif en fonction du montant des versements cumulés :

VERSEMENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDEMENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	100 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	80 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	60 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	40 %

B.2. Taux dépressif en fonction du montant des versements cumulés et en fonction de l'ancienneté (1).

Dans le cas où l'ancienneté du bénéficiaire est inférieure à 5 ans :

VERSEMENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDEMENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	100 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	80 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	60 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	40 %

(1) L'ancienneté des participants considérée est déterminée le 1^{er} janvier de l'année du versement.

Dans le cas où l'ancienneté du bénéficiaire est supérieure ou égale à 5 ans :

VERSEMENTS CUMULÉS SUR L'ANNÉE	TAUX D'ABONDEMENT applicable sur la totalité du versement en fonction des versements cumulés
Versements cumulés inférieurs ou égaux à 750 €	120 %
Versements cumulés compris entre 751 € et 1 500 €	100 %
Versements cumulés compris entre 1 501 € et 3 000 €	80 %
Versements cumulés supérieurs ou égaux à 3 001 €	60 %

Dans le cas où un bénéficiaire se trouverait seul dans une des tranches d'ancienneté, il serait automatiquement affecté à la tranche supérieure s'il existe des bénéficiaires à la tranche supérieure sinon à la tranche inférieure.

L'entreprise qui souhaite appliquer ce critère devra préalablement s'assurer que l'application de celui-ci n'a pas pour effet de rendre le taux d'abondement croissant avec la rémunération et qu'il ne correspond pas à un complément de rémunération individuelle.

Plafond du montant de l'abondement (par an et par salarié) :

- | | |
|----------------------------------|----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> 4 600 € | <input type="checkbox"/> 1 800 € |
| <input type="checkbox"/> 4 000 € | <input type="checkbox"/> 1 500 € |
| <input type="checkbox"/> 3 500 € | <input type="checkbox"/> 1 000 € |
| <input type="checkbox"/> 3 000 € | <input type="checkbox"/> 750 € |
| <input type="checkbox"/> 2 750 € | <input type="checkbox"/> 500 € |
| <input type="checkbox"/> 2 300 € | <input type="checkbox"/> 300 € |
| <input type="checkbox"/> 2 000 € | <input type="checkbox"/> 150 € |

A défaut de choix (ou en cas de choix erroné), le plafond sera fixé à la limite légale, soit 4 600 € par an et par salarié sur le PERCOI.

Les sommes ainsi versées annuellement par une ou plusieurs entreprises pour un adhérent à un ou plusieurs plans d'épargne retraite collectif d'entreprise (PERCO) ou interentreprises (PERCOI) sont limitées à 4 600 €, sans pouvoir excéder le triple de la contribution de l'adhérent.

Article III.3

Indisponibilité. – Sortie

Indisponibilité des parts

Conformément aux dispositions légales, les sommes acquises pour le compte des adhérents au plan ne seront pas exigibles ou négociables avant le terme correspondant au départ à la retraite.

Cependant, les parts des FCPE peuvent exceptionnellement être liquidées totalement ou partiellement au profit de l'adhérent ou de ses ayants droit sur leur demande, avant l'expiration de ce délai, dans les cas de déblocage anticipé qui sont énumérés par décrets :

- décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un Pacs. En cas de décès du participant, il appartient à ses ayants droit de demander la liquidation de ses droits. Dans ce cas, les dispositions du 4 du III de l'article 150-O-A du code général des impôts cessent d'être applicables à l'expiration des délais fixés par l'article 641 du même code ;
- expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire de l'adhérent ;
- invalidité de l'adhérent, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2^e et 3^e catégories de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle. Le déblocage pour chacun ces motifs ne peut intervenir qu'une seule fois ;
- situation de surendettement du participant définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée au gestionnaire ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.
- acquisition de la résidence principale de l'adhérent ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix du participant, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être déblocués

Si des cas de déblocage supplémentaires étaient créés par la législation, sous réserve que la loi l'autorise, ils seraient ajoutés d'office à cette liste.

Les entreprises adhérentes seraient alors informées de cette évolution, sans avoir à signer un avenant au contrat.

Sortie

La sortie du PERCOI s'effectue, au choix de chaque participant, soit sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux, soit sous forme de capital (code du travail, art. L. 443-1-2, IV, nouv.).

Les modalités de conversion du capital en rente seront effectuées en fonction des données en vigueur au moment de la sortie. Six mois avant la date de délivrance des fonds, chaque participant au plan exprimera son choix à la sortie suivant la remise d'un relevé lui précisant le montant du capital et les conditions de souscription à une rente viagère. La rente sera gérée par une société d'assurance agréée par le code des assurances. En l'absence de choix du participant, la sortie se fera sous forme de rente acquise à titre onéreux.

CHAPITRE IV

Conclusion du PESI

Article IV.1

Date d'effet, durée et dénonciation

Le présent accord s'appliquera pour la 1^{re} fois à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier et clos le 31 décembre 2006. Il est conclu pour une durée de 1 année et se renouvellera ensuite par tacite reconduction d'année en année. Le présent accord prendra effet à compter de sa date de signature.

L'entreprise peut dénoncer son adhésion au PESI de Paris dans la même forme que sa mise en place. En cas de dénonciation de l'adhésion, un préavis de 3 mois sera respecté pendant lequel les versements pourront continuer à être effectués. Au-delà de ce délai les salariés pourront continuer à effectuer des versements mais ne bénéficieront plus de l'abondement de l'entreprise. Cet avenant sera notifié à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, selon les mêmes modalités que l'adhésion initiale.

Le présent accord peut être modifié ou dénoncé par avenant, dans la même forme que sa conclusion (art. L. 443-1-1 du code du travail). Cet avenant sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, selon les mêmes modalités que le plan initial. Les salariés seront informés de cette modification ou dénonciation. En cas de dénonciation, un préavis de 3 mois sera respecté pendant lequel les versements pourront continuer à être effectués.

Article IV.2

Formalités de dépôt

Dès sa conclusion, le présent accord sera, à la diligence du représentant des entreprises, déposé en 2 exemplaires signés, dont 1 version sur support électronique auprès des services centraux du ministère du travail et de l'emploi. Les notices d'information des FCPE sont jointes lors du dépôt.

Le dépôt du règlement du plan conditionne le droit aux exonérations fiscales et sociales (art. L. 443-8 du code du travail).

De plus, les entreprises sont en règle avec leurs obligations en matière de représentation du personnel.

Fait à Paris, le 15 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

L'offre ISR – Développement durable proposée par MACIF gestion

La totalité des sommes versées au plan est investie au choix de chaque épargnant, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprises (FCPE) suivants dont les notices d'information sont annexées au présent accord :

- FCPE monétaire « MACIF court terme ES » (FCPE monétaire [sans risque]) ;
- FCPE obligataire « MACIF obligations Europe ES » (FCPE obligations zone euro, horizon de placement minimum recommandé : 2 ans) ;
- FCPE diversifié « Développement durable et économie sociale » (FCPE diversifié pouvant investir jusqu'à 30 % de son actif dans des parts de FCPR, eux-mêmes investis dans des PME et des entreprises de l'économie sociale et solidaire, horizon de placement minimum recommandé : 3 ans) ;
- FCPE profilé « MACIF prudent ES » (FCPE diversifié à dominante obligataire et monétaire, horizon de placement minimum recommandé : 3 ans) ;
- FCPE profilé « MACIF équilibre ES » (FCPE diversifié équilibré, horizon de placement minimum recommandé : 4 ans) ;
- FCPE profilé « MACIF dynamique ES » (FCPE diversifié à dominante actions, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans) ;
- FCPE actions « MACIF croissance durable ES » (FCPE investi sur des actions d'entreprises françaises, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans et plus) ;
- FCPE actions « MACIF croissance durable Europe ES » (FCPE investi sur des actions d'entreprises de la zone euro, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans et plus) ;
- FCPE solidaire « MACIF croissance durable et solidaire ES » (FCPE solidaire investi entre 5 % et 10 % en titres émis par des entreprises solidaires et sur des actions d'entreprises de la zone euro, horizon de placement minimum recommandé : 5 ans et plus).

Ces FCPE sont gérés par la société MACIF gestion, société anonyme au capital de 300 000 €, dont le siège social est au Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 09.

L'orientation de la gestion et la composition du portefeuille de chacun des fonds sont précisées à l'article « Orientation de la gestion » de son règlement.

Tous les versements au plan sont inscrits dans les livres de Natexis Banques populaires, société anonyme au capital de 772 095 392 euros, agréée en tant qu'établissement de crédit par le CECEI, dont le siège social et l'adresse postale est 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, dénommé « le dépositaire » des FCPE MOE ES, DDES, Prudent ES, Equilibre ES, Dynamique ES et MACIF croissance durable Europe ES.

Tous les versements au plan sont inscrits dans les livres de Société générale SA, établissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III, siège social : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Adresse postale de la fonction dépositaire : 50, boulevard Haussmann, 75431 Paris Cedex 09, dénommé « le dépositaire », des FCPE MACIF court terme ES, MACIF croissance durable ES et MACIF croissance durable et solidaire ES.

Le teneur de comptes conservateur de parts des épargnants au plan pour chaque FCPE et le teneur de registres du plan sur délégation de l'entreprise en application de l'article R. 443-5 du code du travail est Natexis inter-épargne, société anonyme au capital de 8 890 784 €, 68-76, quai de la Râpée, 75012 Paris.

Les revenus et produits des avoirs compris dans le FCPE sont obligatoirement réinvestis. Il en va de même des crédits d'impôt qui leur sont attachés et dont la restitution sera demandée à l'administration par les soins du dépositaire. Les sommes provenant de cette restitution seront elles-mêmes réemployées.

Fonds d'attente

A défaut d'identification de l'épargnant, de l'entreprise, ou du (des) FCPE destinataire(s) du versement, le teneur de comptes investit les sommes reçues dans le fonds d'attente MACIF court terme ES jusqu'à réception des informations nécessaires au traitement. A réception de ces informations, toute modification éventuelle du choix de placement donnera lieu à l'application des dispositions prévues à l'article 1.7.3 en cas de modification de l'affectation de placement.

L'offre d'épargne socialement responsable proposée par Groupama épargne salariale

La totalité des sommes versées au plan est investie au choix de chaque épargnant dans un ou plusieurs compartiments du FCPE « Groupama épargne responsable ».

Ce fonds est un FCPE à compartiments, dont tous les compartiments seront gérés selon des critères socialement responsables.

Ce FCPE est constitué de 2 séries de 6 compartiments : une série de 6 compartiments dont les frais de gestion sur encours sont déduits de la performance, et une 2^e série de 6 compartiments dont les frais de gestion sont pris en charge par l'employeur.

L'entreprise et les salariés déterminent lors de leur adhésion la série proposée aux salariés (à défaut de choix la série proposée sera celle dont les frais de gestion sont déduits de la performance).

Chaque salarié a le choix d'investir dans un ou plusieurs des compartiments proposés :

- compartiment monétaire : « Epargne responsable sécurité » (profil d'investissement : court terme) ;
- compartiment prudence : « Epargne responsable prudence » (profil d'investissement : fonds diversifié donnant la priorité à la préservation du capital) ;
- compartiment équilibre : « Epargne responsable équilibre » (profil d'investissement : fonds diversifié recherchant le meilleur équilibre entre rentabilité et risque) ;

- compartiment dynamique : « Epargne responsable dynamique » (profil d'investissement : fonds diversifié recherchant des plus values à long terme) ;
- compartiment régional : « Epargne responsable emploi régional » (profil d'investissement : ce compartiment sera investi en titres de petites et moyennes capitalisations européennes, de PME régionales non cotées françaises qui participent à la vitalité du tissu économique local (français et européen) et à la création d'emplois en région) ;
- compartiment solidaire : « Epargne responsable solidaire » (profil d'investissement : l'actif de ce compartiment sera réparti entre des titres d'entreprises solidaires [5 à 10 %], des actions et partiellement des produits de taux choisis selon des critères SR).

Le service de la gestion administrative (tenue des comptes conservation de parts et tenue de registres) relative à ce FCPE est assuré par Groupama épargne salariale, située 4-6, avenue d'Alsace, 92033 Paris La Défense, ci-après dénommé le teneur de comptes.

Groupama épargne salariale, est une société d'investissement agréée par le CECEI et habilitée à la tenue de comptes conservation de parts par le CMF.

A ce titre, elle assure la tenue de comptes conservation de parts et la tenue de registre des avoirs détenus par les salariés sous la forme de parts des FCPE ci-dessus désignés. Elle assure également la tenue de la comptabilité titres et espèces, l'exécution des opérations sur parts et la gestion de la disponibilité des avoirs des salariés de l'entreprise.

La gestion financière est assurée par la société de gestion Groupama Asset Management, dont le siège social est 25, rue de Courcelles, 75008 Paris, ci-après dénommé le gestionnaire, conformément au règlement desdits FCPE et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les avoirs des FCPE sont déposés à la banque Finama, dont le siège social est 157, boulevard Haussmann, 75008 Paris, ci-après dénommé le dépositaire.

Fonds d'attente

A défaut d'identification de l'épargnant, de l'entreprise, ou du (des) FCPE(s) destinataire(s) du versement, le teneur de comptes investit les sommes reçues dans le compartiment épargne responsable sécurité du FCPE, Groupama Epargne Responsable jusqu'à réception des informations nécessaires au traitement. A réception de ces informations, toute modification éventuelle du choix de placement donnera lieu à l'application des dispositions prévues à l'article I.7.3 en cas de modification de l'affectation de placement.

L'offre d'épargne salariale socialement responsable proposée par FONGEPAR

La totalité des sommes versées au plan est investie au choix de chaque participant, dans l'un des fonds communs de placement d'entreprises (FCPE) de la gamme Fongépar plus, présentant une exposition croissante au risque en regard de leur horizon d'investissement, dont les notices d'information sont annexées au présent accord :

FCPE monétaire euro : « Fongépar sécurité », horizon d'investissement court terme.

- FCPE diversifié : « Fongépargne prudence », horizon d'investissement moyen terme.
- FCPE actions de pays de la zone euro : « Fongépargne équilibre », horizon d'investissement moyen à long terme.
- FCPE actions de pays de la zone euro : « Fongépargne dynamique », horizon d'investissement long terme.
 - FCPE solidaire actions de pays de la zone « Fongépargne solidaire », dont l'actif est investi indirectement en titres d'entreprises solidaires agréées entre 5 % et 10 % horizon d'investissement long terme.

La gestion de ces FCPE est assurée par FONGEPAR gestion financière, société par actions simplifiée, agréée en qualité de société de gestion de portefeuille sous le n° GP 03-028, au capital social de 1 006,050 €, inscrite au RCS Paris B 451.419.774, dont le siège social est 10, place de Catalogne, 75014 Paris.

Le service de la gestion administrative pour le compte des entreprises adhérentes au PESI et des participants au plan est assuré par FONGEPAR SA, teneur de comptes, conservateur de parts agréé en tant qu'entreprise d'investissement sous le n° 16673, au capital social de 6 500 046 €, inscrite au RCS Paris B 692.042.310, dont le siège social est 10, place de Catalogne, 75667 Paris Cedex 14.

La fonction de dépositaire est assurée par Caceis Bank, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, 75013 Paris.

Compte d'opérations en instance (COI)

Les versements des participants et des entreprises seront reçus pour traitement sur un compte centralisateur unique tenu par le TCCP libellé FONGEPAR COI PME.

A défaut d'identification de l'entreprise ou du participant, ou en cas d'impossibilité de traiter les données transmises, les sommes reçues resteront sur ce compte jusqu'à réception des informations nécessaires à leur traitement et seront réputées non investies. Elles seront investies en parts de FCPE à réception de ces informations.

Fonds par défaut

A défaut d'identification du (des) FCPE destinataire(s) du (des) versement(s), ou en l'absence d'expression de choix du participant, les sommes reçues seront investies dans le fonds Fongépargne sécurité jusqu'à nouvelle information ou demande. Toute modification éventuelle du choix de placement donnera lieu à l'application des dispositions prévues à l'article I.7.3 en cas de modification de l'affectation de placement.